
Le Nigeria : de Goodluck Jonathan à Muhammadu Buhari

Benjamin AUGÉ

Décembre 2015



Cette note a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l'Institut français des relations internationales (Ifri) et l'OCP Policy Center

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

OCP Policy Center est un *think tank* « policy oriented » qui a pour objectif, à travers des productions analytiques indépendantes, un réseau de partenaires et de chercheurs associés de premier plan et l'organisation de débats, de contribuer à fonder la connaissance et à éclairer la réflexion sur des questions économiques et de relations internationales centrales pour le futur du Maroc et plus largement pour le continent Africain.

OCP Policy Center se veut être une plateforme ouverte de discussion et d'échange, un incubateur d'idées et une source proactive de propositions d'actions pour les décideurs politiques et économiques, et plus largement pour l'ensemble des parties prenantes au processus de croissance et de développement.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-36567-501-7

© Ifri – 2015 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteur

Docteur en géographie de l'Institut français de géopolitique (université Paris 8), Benjamin Augé est par ailleurs le rédacteur en chef de la lettre d'informations *Africa Energy Intelligence* (groupe *Indigo Publications*). Il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique au sein de l'Executive Master in Energy and Natural Resources d'Hamad Ben Khalifa University au Qatar, ainsi qu'à l'Université de Nouakchott en Mauritanie et à l'Instituto Nacional de Relacoes Internacionais (ISRI) au Mozambique. Il est également intervenant à l'École de Guerre, Sciences-Po Paris, ainsi qu'à l'École nationale d'administration (ENA).

Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des secteurs pétrolier, gazier et électrique dans les pays africains. Benjamin Augé s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Outre le Nigeria, l'Angola, le Gabon et la République du Congo, il se focalise particulièrement sur les récents et futurs pays producteurs d'hydrocarbures comme le Soudan, le Tchad, la Mauritanie, l'Ouganda, le Ghana, le Mozambique et la Tanzanie.

Sommaire

INTRODUCTION	3
GOODLUCK JONATHAN, UN PRÉSIDENT PAR ACCIDENT	4
Les dérives d'un président recroquevillé sur lui-même et ses proches.....	5
Que retenir du bilan de l'administration Jonathan ?	8
MUHAMMADU BUHARI, UN PRÉSIDENT EN APPARENCE FORT MAIS DÉJÀ FRAGILISÉ.....	11
Le secteur de la sécurité, atout indiscutable du président	11
Une coalition très fragile à l'épreuve de la lutte anticorruption	13
COMMENT MUHAMMADU BUHARI COMPTE-T-IL FINANCER SON MANDAT ?	16
Retour des fonds détournés et endettement	16
La réforme du secteur pétrolier.....	17
CONCLUSION.....	20

Introduction

Le Nigeria a connu, grâce aux élections présidentielles et législatives du 28 mars 2015, une nouvelle alternance politique permettant le retour au pouvoir de Muhammadu Buhari, général en retraite qui fut au pouvoir entre 1983 et 1985. Pour ce dernier, les échéances de 2015 représentaient une quatrième tentative consécutive après avoir essuyé des échecs aux élections présidentielles de 2003, 2007 et 2011. Il est impossible de comprendre le vote des Nigériens lors de ces dernières élections si l'on ne revient pas sur la présidence de Goodluck Jonathan. Ce dernier a pris la tête du pays après le décès du président en fonction Umaru Yar'Adua avant d'être élu en 2011. Il a donc été en poste de 2010 à 2015. Cette période, singulière à bien des égards, explique en grande partie l'arrivée de Muhammadu Buhari au pouvoir.

Cet article¹ débutera par une analyse de la présidence de Goodluck Jonathan, par ailleurs très décriée en Occident comme au Nigeria. Nous verrons que sa personnalité ainsi que son entourage n'ont pas particulièrement favorisé la réussite de son mandat. Nous nous interrogerons également sur le bilan de l'ancien président lors de son mandat à la tête du pays : ces cinq années ont-elles été infructueuses pour l'ensemble du pays ou bien certains secteurs ont su profiter de la croissance d'un Nigeria devenu la première puissance du continent devant l'Afrique du Sud ? Le second objectif de cet article est de proposer une analyse prospective de court terme en s'appuyant notamment sur les premières décisions et nominations de Muhammadu Buhari. Une attention particulière sera portée aux secteurs qu'il a lui-même désignés comme prioritaires : la lutte envers Boko Haram ; le combat contre la corruption et les sanctions judiciaires à l'encontre des hommes politiques corrompus. Enfin, nous proposerons des pistes de réflexion sur la manière dont l'actuelle administration compte gérer à la fois la chute du cours du baril et le fait que la fédération ne dispose pas de réserve financière².

1. Cet article se base en partie sur des entretiens réalisés à Abuja en septembre 2015.

2. La pénurie de réserve s'explique notamment par l'absence de stratégie à long terme lors de la décennie des cours élevés (2003-2014).

Goodluck Jonathan, un président par accident

L'ancien président Goodluck Jonathan a toujours souffert d'un manque de légitimité. Sa carrière politique a été jalonnée de concours de circonstances heureux. Vice-gouverneur de l'État de Bayelsa dans la région du delta du Niger (Sud-Est, dont il est originaire) en 1999, il prend la place de gouverneur en 2005, après que son prédécesseur, Diepreye Alamiyeseigha, ait été démis de ses fonctions pour blanchiment d'argent. En 2007, le président Olusegun Obasanjo a pesé sur le choix du tandem Umaru Yar'Adua/Goodluck Jonathan qui devait le remplacer à la tête du pays. Dans son autobiographie parue en 2015, *My Watch*³, Olusegun Obasanjo dément avoir poussé ce duo à la tête de la fédération, à savoir un président malade (Yar'Adua meurt en fonction en 2010) et un vice-président particulièrement faible et influençable. Cependant, tous les hommes politiques rencontrés à Abuja, y compris ceux du parti de Goodluck Jonathan, le *People's Democratic Party* (PDP), ont confirmé les raisons pour lesquelles Obasanjo avait choisi ce ticket : il voulait conserver son influence après le terme de ses deux mandats et favoriser l'accession au pouvoir d'hommes influençables.

À la mort d'Umaru Yar'Adua en mai 2010, Goodluck Jonathan devient président par intérim jusqu'à l'issue du mandat, en 2011. C'est au moment de désigner le candidat du PDP pour les élections de 2011 que la personnalité de Goodluck Jonathan et son origine ethnique et géographique ont commencé à poser problème. Pour les cadres PDP originaires du Nord du pays, le fait que Umaru Yar'Adua n'ait pas pu aller au terme de son mandat obligeait le parti à désigner un candidat provenant de leur région. En effet, selon les vœux d'Olusegun Obasanjo, le parti impose un « zoning », c'est-à-dire une alternance entre nordistes et sudistes depuis l'avènement de la IV^e République en 1999. Après les huit années de mandat d'Olusegun Obasanjo, originaire de l'État sudiste d'Ogun il revenait donc à un nordiste de diriger le Nigeria pendant les huit années suivantes. Umaru Yar'Adua n'ayant pas pu achever son mandat, un candidat du Nord devait logiquement être désigné lors des élections de 2011.

3. Olusegun Obasanjo, *My Watch*, Kachifo Limited, 1^{re} partie, 2015.

En plus du déficit de légitimité institutionnelle lié à ses origines régionales, Goodluck Jonathan a aussi pâti, au sein du parti, de son origine ethnique. Il est en effet issu de la minorité Ijaw qui représente 10 millions de Nigériens. Lors de nos entretiens à Abuja, nombre de cadres du PDP, provenant des trois grands groupes ethniques du pays (Yoruba au Sud-Ouest, Igbo au Sud-Est et Haoussa au Nord) ont insisté sur l'illégitimité de Goodluck Jonathan qui se serait appuyé sur les pouvoirs dont il disposait en tant que chef en exercice de la fédération pour « forcer » sa candidature.

Lorsque l'on interroge des Ijaw du delta du Niger qui ont des postes à responsabilités dans l'administration, des chercheurs ou des journalistes basés à Abuja, il est aisé de constater combien l'origine du président a été un obstacle dans la conduite des affaires après son élection en 2011 avec 58 % des voix⁴. Les nordistes ne lui ont pas vraiment facilité la tâche : les Yoruba pas plus que les Igbo ne l'ont réellement appuyé. Cette configuration politique a aussi renforcé un repli identitaire du pouvoir. Les Ijaw ont alors pris une place importante dans l'appareil de décision. Le secteur pétrolier, qui représente 90 % des exportations du Nigeria, a été entièrement géré depuis 2010 par la ministre des Ressources pétrolières, Diezani Alison Madueke, une Ijaw de Bayelsa. Goodluck Jonathan a nommé un autre Ijaw, Andrew Azazi, au poste de *National Security Adviser* (responsable des renseignements et coordonnateur des forces de défense nationale) entre 2010 et 2012. Face au manque de résultats d'Andrew Azazi, en particulier sur le dossier Boko Haram dans le Nord-Est du Nigeria, et surtout sous la pression des nordistes qui considéraient que les postes stratégiques étaient trop concentrés dans les mains de personnalités Ijaw, Goodluck Jonathan a décidé de remplacer Andrew Azazi par un colonel à la retraite originaire de Sokoto (Nord-Ouest), Sambo Dasuki.

Les dérives d'un président recroquevillé sur lui-même et ses proches

Dès son accession à la magistrature suprême, les critiques envers le gouvernement de Goodluck Jonathan ont surgi de toutes parts et les caciques du PDP n'ont défendu le président que du bout des lèvres⁵. Les rares voix qui ont continué à défendre le président provenaient de ceux qui avaient réussi à profiter des innombrables contrats d'État. Cela a notamment concerné le secteur de la sécurité où les budgets des ministères de la Défense et de l'Intérieur ont été considérablement augmentés. Durant les cinq années de pouvoir,

4. On notera ici que son principal opposant, Muhammadu Buhari (*Congress for Progressive Change*) obtint 31,2 % des voix, il a été élu en 2015 avec 54 % des voix.

5. En dehors des habituels défenseurs comme le responsable de la communication du parti, Olisa Metuh.

plus de 4,62 milliers de milliards de Nairas ont été dépensés dans ces secteurs⁶ soit 20,7 milliards d'euros. Or les résultats sur le terrain n'ont commencé à porter leurs fruits que vers le mois de février 2015⁷. Jusque-là, le manque de matériel et de motivation des soldats pour aller au front alors qu'une partie d'entre eux n'était pas payée, ainsi que le total manque de confiance des militaires envers Goodluck Jonathan ruinaient tout espoir de réussite. L'échec dans la stratégie de lutte contre Boko Haram a également été accentué par les nombreuses défections de soldats qui n'avaient aucune envie de mourir à Borno, alors que leurs soldes étaient parfois retenues par les colonels et les généraux qui étaient eux bien loin du terrain, au quartier général de l'armée de terre basé à Abuja. De plus, les jeunes soldats chrétiens venant de la partie méridionale du pays ne souhaitaient en aucun cas mourir au combat dans le Nord, alors qu'aucune stratégie militaire claire n'apparaissait et que l'immense majorité des victimes de Boko Haram étaient des musulmans du Nord. Il est légitime de se demander où sont passés les milliards de dollars dépensés pour des contrats de formation et d'armement durant les quatre premières années du pouvoir de Jonathan. Cette question est actuellement entre les mains du nouveau régime en place. Quoi qu'il en soit, les militaires qui ont profité de ces contrats (au ministère de la Défense ou au sein du *National Security Adviser Office*) ont sans aucun doute soutenu le président dans sa stratégie de dépenser toujours plus. Les cours historiques du pétrole, autour de 100 dollars le baril sous la présidence Jonathan, ont permis au Nigeria de dépenser sans compter.

L'autre groupe ayant profité des largesses des fonds publics est composé de militants du delta du Niger. Une partie d'entre eux (environ 30 000) ont accepté une amnistie en 2009 et ont obtenu des contrats pour la sécurisation des installations pétrolières – oléoducs et gazoducs terrestres – ou des eaux territoriales nigérianes⁸. Depuis 1958, le début de la production pétrolière au Nigeria, la plupart des sociétés locales privées partenaires des *majors* occidentales sur les blocs ont été détenues par des hommes d'affaires du Nord, de la

6. Plus d'informations sur : <www.premiumtimesng.com>.

7. Les anciens conseillers en communication de Goodluck Jonathan que nous avons rencontrés affirment que l'efficacité de l'armée nigérienne au cours des derniers mois dans la lutte contre Boko Haram était principalement due au souhait du président Goodluck Jonathan de se faire réélire. L'élection a d'ailleurs été repoussée de six semaines car les sondages effectués auprès d'échantillons de la population auguraient une très large victoire de Muhammadu Buhari. L'administration a ainsi utilisé ce laps de temps pour obtenir quelques victoires sur le terrain.

8. C'est le cas notamment de Government Ekpemupolo alias Tompolo ou encore de Ebikabowei Victor-Ben alias Boyloaf, anciens leaders du *Movement for the Emancipation of the Niger Delta* (MEND) qui a sévi entre 2006 et 2009, et a fait baisser la production pétrolière par des attaques violentes sur les infrastructures de transport et de production. Voir, Benjamin Augé, « Pillage et vandalisme dans le delta du Niger », *Hérodote* 3/2009 (n° 134), p. 151-175 et Augé Benjamin « Le pétrole au Nigeria, instrument de puissance et miroir d'une fragilité étatique », *Hérodote*, 4/2015 (n° 159).

Middle Belt (toutes les régions septentrionales du pays) ou de la région de Lagos⁹, mais jamais par des hommes de la région pétrolière du delta du Niger qui comprend pourtant les neuf États producteurs du Nigeria. Or les Ijaw, majoritaires dans les États producteurs de Bayelsa et Rivers, ont largement profité de l'arrivée de Goodluck Jonathan au pouvoir pour obtenir d'importantes allocations de brut qu'ils ont pu vendre. Les revenus ainsi générés leur permettaient d'acquérir des participations dans des blocs. On peut citer Benedict Peters (Aiteo), Igho Sanomi (Taleveras) et Timi Aladetimi (Tempo Energy) qui ont racheté à Shell, Total et ENI le bloc appelé OML 29 pour 2,58 milliards de dollars¹⁰. Les traders et hommes d'affaires de l'ethnie Ijaw, proches de la ministre des Ressources pétrolières, ont considéré qu'il était totalement légitime de s'enrichir rapidement. Ils considéraient cet argent, qui leur avait été auparavant refusé, comme un dû. Nombre d'hommes d'affaires Ijaw ont vu le fait d'avoir un président issu de leur communauté comme une possibilité de revanche face à la relative privation économique dont ils avaient été victimes depuis l'indépendance, un accès plus que limité à la manne pétrolière et aux contrats d'État, ainsi qu'un faible développement de leur région alors que celle-ci concentre la quasi-totalité des richesses pétrolières du pays. Ce discours de la « revanche économique » a donné lieu pendant les cinq années de l'administration de Goodluck Jonathan à un véritable pillage organisé des ressources de l'État. Goodluck Jonathan a laissé faire son entourage dans cette captation de ressources, soit par ressentiment face aux autres ethnies dominantes qui ont dirigé le pays depuis l'indépendance, soit par faiblesse de caractère. Si ce phénomène n'est pas nouveau ni unique au Nigeria, il semble en effet avoir pris une ampleur toute particulière lors de la dernière présidence. Goodluck Jonathan est décrit par tous les ambassadeurs que nous avons pu interroger, ainsi que par ses collaborateurs à la présidence, comme une personne extrêmement influençable et incapable de dire non à son entourage. Ce sentiment de revanche au sein de son entourage est incompréhensible si l'on ne prend pas en compte la dimension géopolitique du Nigeria et le poids des différents groupes communautaires dans l'économie. Cette lecture est importante pour saisir le mandat sévèrement critiqué de Goodluck Jonathan, notamment en raison d'un niveau de corruption rarement atteint auparavant selon certains investisseurs des secteurs du pétrole et de la construction que nous avons pu interroger.

9. C'est le cas par exemple de Sapetro dirigée par Theophilus Danjuma (État de Taraba) ou d'Oando, fondée par Wale Tinubu (Lagos) ou encore d'Efren dont la principale figure est l'ancien ministre du pétrole Rilwanu Lukman (Kano).

10. *Africa Energy Intelligence*, n° 732, 21 octobre 2014.

Que retenir du bilan de l'administration Jonathan ?

Si les échecs ont été patents dans les secteurs de la sécurité (Boko Haram) et de la corruption, en particulier dans le secteur des hydrocarbures, certains succès sont tout de même à mettre au crédit de Goodluck Jonathan. D'abord, certaines personnalités, en général des technocrates, ont pu mener à bien leur mission à la tête de certains ministères clés sans interférence politique. C'est le cas du ministre de l'Agriculture, Akinwumi Adesinan, qui est resté à son poste pendant quatre ans et a mis sur les rails un certain nombre de réformes. Docteur en économie agraire de l'université de Purdue, il a notamment mis en place pour les agriculteurs des assurances prévoyant des dédommagements lors des inondations ou des sécheresses qui ruinent régulièrement les petits exploitants¹¹. Il a aussi élaboré avec des experts du secteur l'*Agricultural Transformation Agenda* (ATA), qui veille à améliorer la productivité agricole et dont l'objectif est d'accroître la production locale de 20 millions de tonnes pour devenir autosuffisant en riz en 2015¹². Il est difficile de dire pour l'instant si cette réforme aura des résultats concrets mais le ministre Nigeria n'a été suffisamment crédible sur ce dossier pour être élu directeur général de la Banque africaine de développement (BAD), fonction qu'il occupe depuis septembre 2015.

L'autre figure marquante du mandat de Goodluck Jonathan est Ngozi Okwonjo Iweala, ministre de l'Économie de 2011 à 2015 après avoir été directrice générale de la Banque mondiale de 2007 à 2011. En janvier 2012, elle a notamment réussi à réduire les subventions sur le carburant, qui ruinaient les comptes publics en raison des importantes sommes allouées aux importateurs d'essence en échange d'un prix régulé. En effet, plus de 10 milliards de dollars (2 000 millions de Nairas) ont été dépensés pour ce poste rien qu'en 2011¹³. Le prix au litre est ainsi passé de 67 à 97 Nairas (43 cents d'euros à l'époque). Elle a aussi réussi, malgré toutes les difficultés évoquées plus haut, à crédibiliser la parole du Nigeria sur les questions économiques, en particulier grâce à la rigueur de ses budgets ainsi que par sa connaissance du système monétaire international. Toutefois, de nombreux observateurs considèrent qu'elle a cautionné un régime au sein duquel la corruption a explosé. L'un des scandales financiers qui a marqué ce mandat est celui des milliards de dollars de recettes pétrolières disparus en 2013. Cet événement a été mis sur la place publique par le gouverneur de la

11. *The Sun*, « Climate change: 15m farmers to get crop insurance by 2017 », Adesina, 8 octobre 2014.

12. *This Day*, « Understanding the Transformation Agenda in Agriculture Sector », 1^{er} février 2015.

13. *Africa Energy Intelligence*, n° 669, 14 février 2012.

Central Bank of Nigeria (CBN), Sanusi Lamido, dans un courrier adressé au président Goodluck Jonathan soulignant une différence de plusieurs dizaines de milliards dans les recettes de la société nationale pétrolière (NNPC) entre janvier 2012 et juillet 2013. Le gouverneur a été limogé en février 2014 pour avoir fait publiquement état de ce problème. Sanusi Lamido a affirmé qu'il avait été contraint d'avoir recours à ce procédé en raison de l'absence de réaction de la présidence¹⁴. La ministre de l'Économie a totalement cautionné la mise à l'écart de Sanusi Lamido et s'est par là même fortement décrédibilisée. Elle a pourtant bien réussi sa reconversion en devenant depuis septembre 2015 conseillère senior pour la banque d'affaires Lazard ainsi que présidente du Gavi (l'Alliance mondiale pour la vaccination¹⁵).

Autre réussite, la gestion de la crise Ebola survenue en 2014 avec quelques cas à Lagos et dans le delta du Niger. La réponse nigériane a beaucoup marqué les diplomates et les observateurs étrangers. En effet, le pays a réagi rapidement et a bien géré ce problème qui aurait pu, si l'épidémie s'était développée dans des villes comme Lagos, tourner à la catastrophe. Le pouvoir central ainsi que les États fédérés ont permis au pays de devenir « *Ebola free* » en seulement quelques semaines, contrairement au Liberia, à la Sierra Leone et à la Guinée-Conakry qui ont lutté jusqu'à fin 2015. La conclusion des diplomates est que lorsque l'enjeu est de taille, le Nigeria se donne les moyens de traiter les problèmes au plus vite. Goodluck Jonathan a pris les choses en main très tôt et son passé de scientifique (zoologiste) a probablement contribué à le sensibiliser sur la gravité de cette maladie et de sa transmission.

Par ailleurs, autre point sur lequel nombre d'observateurs s'accordent, Goodluck Jonathan a fait progresser la démocratie en obligeant les votants à s'enregistrer à l'aide de leurs empreintes pour éviter toute fraude. Cette démarche, fortement appuyée par le président de l'*Independent National Electoral Commission* (Ceni), le professeur Attahiru Muhammadu Jega, a permis de faire des élections de mars 2015 les plus crédibles de la quatrième république, soit depuis 1999. Cela a considérablement réduit les fraudes massives et empêché le *People's Democratic Party* (PDP) de Goodluck Jonathan de forcer sa victoire, évitant ainsi des habituelles violences post-électorales.

Goodluck Jonathan met d'ailleurs actuellement en place une fondation (*Goodluck Jonathan Foundation*) dont l'un des piliers est la démocratisation de l'Afrique. Il veut ainsi valoriser sa sortie politique et l'alternance du pouvoir au Nigeria. Il a également été nommé observateur en chef de l'organisation du *Commonwealth* pour les élections présidentielles et législatives du 25 octobre en Tanzanie. Son image de grand démocrate pourrait pourtant faire sourire alors

14. *Africa Energy Intelligence*, n° 717, 25 février 2014.

15. Plus d'informations disponibles sur : <www.gavi.org>.

que dans les derniers jours de la campagne électorale, d'importantes sommes d'argent circulaient pour assurer une victoire du PDP. Par ailleurs, ce sont des pressions extrêmement fortes venues des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Union européenne et de l'Union africaine qui ont convaincu Goodluck Jonathan, avant même le résultat officiel des élections, de féliciter son adversaire pour sa victoire.

Muhammadu Buhari, un président en apparence fort mais déjà fragilisé

L'accession au pouvoir de Muhammadu Buhari le 28 mai 2015 a été l'aboutissement d'une très longue stratégie de conquête du pouvoir. Militaire de carrière, il a participé en 1966 au putsch contre le premier président du Nigeria, Aguiyi Ironsi, conduisant à son assassinat. Il était alors accompagné de plusieurs futurs présidents du Nigeria comme Ibrahim Babangida (1985-1993) et Sani Abacha (1993-1998). Muhammadu Buhari, alors colonel, a de nouveau participé, en compagnie d'autres militaires, au coup d'État contre le général Yakubu Gowon en 1975. Il sera ensuite nommé gouverneur de la région North-East. Après avoir été successivement nommé ministre du Pétrole ainsi que premier président de la nouvelle Nigerian National Petroleum Corp (NNPC), il devient président entre 1983 et 1985, après avoir renversé Shehu Shagari. Il sera lui-même déposé en 1985 par Ibrahim Babangida après vingt mois de pouvoir.

Converti à la démocratie, il remporte les élections présidentielles en 2015 (après trois tentatives infructueuses en 2003, 2007 et 2011) avec 15,5 millions de voix sur un total de 29 millions d'électeurs. Ceci signifie que seuls 23 % des citoyens inscrits sur les listes électorales ont voté pour lui. Ce pourcentage s'effondre encore à 16,9 % si l'on prend en compte l'ensemble des citoyens en âge de voter. Cela fait de lui, contrairement à ce que nombre d'articles de presse ont décrit, un président très mal élu. Le Nigeria est une démocratie très imparfaite où l'écrasante majorité des citoyens ne se déplacent pas lors des élections.

Le secteur de la sécurité, atout indiscutable du président

Plusieurs diplomates rencontrés à Abuja ont évoqué leur enthousiasme quant à l'élection de Muhammadu Buhari. Dans leurs discours, les adjectifs « intégrité », « fermeté », « désintéressement », revenaient souvent pour qualifier le nouveau président. Réputé incorruptible et intransigeant face aux personnes de son entourage qui abusent de leur poste pour puiser dans les deniers publics, Muhammadu Buhari a notamment acquis cette

réputation lorsqu'il était président dans les années 1980. En dehors de la lutte contre la corruption, dont il a fait un de ses principaux thèmes de campagne, le nouveau président nigérian possède une autre caractéristique en tant qu'ancien militaire : il sait se faire respecter par les troupes comme par la hiérarchie militaire. Ce sera un atout décisif dans la lutte contre le mouvement islamique Boko Haram et pour le rétablissement de chaînes de commandement qui furent abîmées pendant l'ère Jonathan. Les premières décisions de Muhammadu Buhari ont d'ailleurs été prises pour le secteur de la Défense. Le chef de la fédération a d'abord rapproché géographiquement le commandement des opérations contre Boko Haram, qui est ainsi passé d'Abuja à Maiduguri, capitale de l'État de Borno et épice des actions de la secte depuis sa création en 2002 par le prédicateur Mohamed Yusuf. Cette décision a été annoncée dès le discours d'investiture de Muhammadu Buhari¹⁶. Un mois après sa prestation de serment, les premières nominations ont été rendues publiques et concernaient sans surprise le secteur de la sécurité et du renseignement. Le 2 juillet 2015, Lawal Musa Daura devenait le patron du *Department of State Services* (DSS) et donc responsable du renseignement intérieur et de la protection des personnalités. Il est du même État, Katsina, et de la même zone de gouvernement local, Daura, que Muhammadu Buhari. Le 13 juillet, la décision fut prise de mettre à l'écart le *National Security Adviser* (NSA), Sambo Dasuki, qui coordonnait tous les services de renseignement et la stratégie militaire du président. Il a été remplacé par Babagana Monguno qui vient de l'État de Borno. Le même jour, Tukur Yusuf Buratai, lui aussi originaire de Borno, devenait le patron de l'armée de terre. Avant cette nomination, il avait été désigné pour diriger la *Multinational Joint Task Force* basée à N'Djamena, dont le mandat est de lutter contre Boko Haram grâce à une alliance de contingents venant du Bénin, du Niger, du Tchad, du Cameroun et du Nigeria. Tukur Yusuf Buratai a été remplacé à ce poste par Iliya Abbah (issu de Nassarawa¹⁷) qui a été longtemps actif dans la sécurisation du delta du Niger. Enfin, le président a nommé Sadique Bubakar (issu de Bauchi¹⁸) comme *Chief Air Force* (chef de l'armée de l'air). Quelques mois après la nomination de ces militaires, il est difficile d'affirmer que les résultats obtenus sur le terrain dans l'État de Borno sont le fait d'une nouvelle stratégie ou s'il y a un « effet Buhari ».

Les observateurs nigériens qui travaillent au sein de centres de recherches ou d'ONG font valoir que l'arrivée d'un président issu de l'institution militaire, conjugué à la baisse significative des retenues des soldes des soldats par les gradés contribuent à l'avancée de l'armée et à la quasi-disparition des zones totalement contrôlées par Boko Haram.

16. Plus d'informations disponibles : <www.vanguardngr.com>.

17. Centre.

18. Centre Nord.

Ce n'est que sur le long terme que l'on pourra mesurer un éventuel « effet Buhari », en particulier lorsqu'il s'agira d'avancer sur une éventuelle négociation politique avec les cadres de Boko Haram. Le président Goodluck Jonathan avait lancé en 2014 la *Presidential Initiative for the North East* (PINE), hébergée dans les locaux du *National Security Adviser*, dont l'objectif était le développement économique des États de Borno, d'Adamawa et de Yobe¹⁹. Il faudra surveiller l'évolution de ce programme durant la période Buhari car Boko Haram n'est que l'énième manifestation d'un malaise religieux, social et économique prégnant dans cette région du Nord-Est, particulièrement oubliée par le pouvoir fédéral depuis l'indépendance en 1960²⁰. C'est un long combat, qui ne peut évidemment se résumer à la seule dimension militaire, même si cette dernière doit rester centrale²¹. Il faut veiller à ce que ce mouvement ne soit pas instrumentalisé par les hommes politiques locaux, à l'instar d'Ali Modu Sheriff, gouverneur de Borno entre 2003 et 2011. Ce dernier devait son élection au fondateur de Boko Haram, Mohamed Yusuf, qui avait prêché pendant la campagne pour qu'Ali Modou Sheriff remporte le gouvernorat. Ali Modu Sheriff a ensuite été lui-même pris pour cible par Boko Haram car il avait cessé de soutenir le groupe au lendemain de son élection. Le massacre de fidèles de la secte – près d'un millier – dont son leader, Mohamed Yusuf, par l'armée régulière en juillet 2009, a fait passer le mouvement dans une autre dimension. Cette stratégie violente de lutte contre Boko Haram est discutable et il faudra sans doute une réforme de l'armée pour éviter que les mesures de rétorsion contre les mouvements violents (type Boko Haram) ne dégénèrent totalement et ne contribuent à renforcer leur assise par des stratégies de victimisation.

Une coalition très fragile à l'épreuve de la lutte anticorruption

L'autre promesse du candidat Muhammadu Buhari concerne la lutte contre la corruption. Le mot est prononcé à trois reprises dans son discours d'investiture. Or cet objectif est particulièrement périlleux au Nigeria. Et ce d'autant plus que le président nigérian s'est fait élire sur la base d'une plate-forme politique, *All Progressives Congress*

19. Les trois États les plus touchés par le phénomène Boko Haram.

20. Voir à ce sujet, Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », *Questions de recherche/Research Questions* – n° 40 – juin 2012, CERI.

21. Le *Presidential Initiative for the Northeast* (PINE) finance par exemple des projets de développement et éducatif dans les États de Borno, Adamawa et Yobe. En dehors de la présidence, il est financé par le DFID britannique, la Banque islamique de développement, la Banque mondiale, le JICA japonais, l'Union européenne, l'USAID et l'ONU.

(ACP), qui coalise plusieurs formations déjà existantes²². Plusieurs leaders de cette coalition se sont considérablement enrichis dans leurs précédentes fonctions. C'est le cas de l'ancien gouverneur de l'État de Lagos, Ahmed Bola Tinubu, de l'ancien vice-président, Atiku Abubakar, ou encore de l'actuel président du Sénat et ancien gouverneur de Kwara, Bukola Saraki. Le président Muhammadu Buhari n'a d'ailleurs pas attendu longtemps avant de lancer les premières procédures judiciaires contre les leaders de son propre camp en visant d'abord Bukola Saraki à la fin du mois de septembre 2015. Le président du *Code of Conduct tribunal*²³ a lancé un mandat à comparaître à l'encontre du nouveau président du Sénat pour fausse déclaration de patrimoine ainsi que pour douze autres chefs d'inculpation²⁴.

Alors que des voix discordantes s'élèvent déjà pour critiquer la manière trop lente dont Muhammadu Buhari prend ses décisions, certains diplomates craignent quant à eux que la lutte contre la corruption ne vire à la chasse aux sorcières et n'affaiblisse sa plate-forme politique. Il est vrai que Muhammadu Buhari ne songe pas à se représenter et ne craint donc pas de perdre les prochaines élections mais il a toutefois besoin des députés et sénateurs de l'APC pour faire passer les nouveaux textes et les budgets nécessaires à l'avancée des réformes. Or l'APC n'a aucune colonne vertébrale politique. Elle n'est qu'une plate-forme mise en place en 2013 pour remporter l'élection face au parti dominant depuis 1999, le *People's Democratic Party* (PDP). De plus, la plupart de ses leaders sont des transfuges de ce même PDP comme Atiku Abubakar (il a rejoint l'APC en 2014), l'ancien président de l'Assemblée nationale et actuel gouverneur de l'État de Sokoto, Aminu Waziri Tambuwal (membre de l'APC depuis 2014), l'actuel président du Sénat, Bukola Saraki (APC depuis 2013), ou encore Rabiu Kwanwasko, ancien gouverneur de Kano et actuel sénateur (membre de l'APC depuis 2013). Il est très probable qu'en cas de désaccord avec le président Buhari, certains des cadres de l'APC songent à créer un nouveau parti en dehors de la plate-forme ou reviennent au PDP. Le soutien au chef actuel de la fédération est opportuniste, certains hommes politiques ne croyaient pas aux chances de Goodluck Jonathan en 2015 et souhaitaient tout de même être réélus localement ou, pour certains d'entre eux, obtenir une investiture qu'ils n'auraient pas eue en restant au PDP. L'adhésion à un projet de société que porterait l'APC ou même le soutien à Muhammadu Buhari n'ont pas toujours été les motivations

22. *Action Congress of Nigeria* (ACN, la formation des anciens gouverneurs de Lagos, Babatunde Fashola et Ahmed Tinubu), *Congress for Progressive Change* (CPC, la formation de Muhammadu Buhari), *All Nigeria People's Party* (ANPP, l'ancienne formation de Muhammedu Buhari) et *All Progressives Grand Alliance* (APGA).

23. Ce tribunal est chargé d'enquêter sur les fonctionnaires et les élus et de les punir en cas de délit lié à leur charge.

24. *Vanguard*, « Alleged False Declaration of Assets – Court Halts Saraki's Trial », 17 septembre 2015.

premières. C'est la raison pour laquelle le président doit veiller à ne pas brusquer tous ses soutiens et à les inclure au maximum dans la conduite des affaires du Nigeria.

Traiter la corruption au Nigeria implique la mise en place d'une réforme du secteur sinistré de la justice. De nombreuses enquêtes de l'*Economic and Financial Crimes Commission* (EFCC) mènent à une inculpation mais rares sont les hommes politiques nigériens à avoir purgé une peine en prison. La raison est simple : les riches politiciens ou hommes d'affaires ont les moyens de payer des cabinets britanniques ou américains pour démonter les enquêtes trop souvent approximatives des autorités nigérianes. Ils repoussent ainsi la tenue des procès tout en tentant d'acheter les possibles témoins. Lorsqu'un nouveau président arrive, tous les quatre ou huit ans, il n'est pas rare non plus que des grâces soient accordées. C'est le cas par exemple pour l'ancien gouverneur de Bayelsa, Diepreye Alamiyeseigha, que Goodluck Jonathan a gracié en mars 2013 pour des faits remontant aux moments où il était gouverneur, soit avant 2005²⁵.

Plusieurs procédures sont actuellement en cours en dehors du Nigeria, en particulier concernant l'ancienne ministre des Ressources pétrolières de Goodluck Jonathan, Diezani Alison-Madueke, jugée au Royaume-Uni. Il est probable que le président Buhari ne demande pas son extradition afin de laisser la justice britannique juger l'affaire, mieux armée pour éviter les erreurs dont pourraient profiter certains avocats chevronnés pour faire échouer une procédure entamée au Nigeria. Le vice-président nigérian, Yemi Osinbajo, avocat de profession et ancien ministre de la Justice de l'État de Lagos, devrait probablement se charger de la réforme du système judiciaire de l'État fédéral qui empêche actuellement toute avancée significative de l'État de droit dans le pays.

25. *Vanguard*, « No Apologies Over Pardon for Alamiyeseigha, Others – Presidency », 14 mars 2013. L'ancien gouverneur est mort en septembre 2015.

Comment Muhammadu Buhari compte-t-il financer son mandat ?

Retour des fonds détournés et endettement

La conjoncture économique nigériane est extrêmement délicate depuis la baisse des prix du baril de pétrole commencée en 2014. Les caisses sont presque vides et les fonctionnaires des États fédérés se plaignent déjà d'arriérés de salaires conséquents²⁶. Cependant, le président Muhammadu Buhari n'est pas non plus totalement démuni. Durant ses premiers voyages à l'étranger – en Allemagne en juin pour le G7, aux États-Unis à la fin juillet, en France en septembre – le président nigérian a constamment demandé de l'aide à ses partenaires occidentaux pour qu'ils l'épaulent dans le rapatriement des fonds détournés sous les administrations précédentes. Ce sujet a d'ailleurs été l'un des principaux points discutés avec la ministre de la Justice américaine Loretta Lynch, ainsi qu'avec le ministre français du Budget Michel Sapin, le 8 juin. La France s'est engagée auprès du président nigérian sur ce sujet, les services de Bercy seront mobilisés et un fonctionnaire français sera envoyé à Abuja pour travailler exclusivement sur cette question²⁷. C'est un objectif difficile car il faut agir vite du fait de l'ampleur de la crise budgétaire observée au Nigeria. Or, dans ce type de procédure, il peut s'écouler plusieurs années entre le moment où l'on trace les fonds et celui où le pays hôte décide de libérer l'argent pour le rapatrier. En attendant les « milliards volés », il va falloir trouver des expédients. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) appellent au gel de toutes les subventions, notamment sur les carburants, qui subsistent malgré leur diminution en 2012. Ils appellent également à de nouvelles dévaluations de la monnaie locale, le Naira, afin de favoriser la compétitivité des produits locaux.

L'un des autres moyens de relancer l'économie nigériane est l'endettement. La dette de la fédération ne dépasse pas 10,5 % de son PNB selon des chiffres de la *Central Bank of Nigeria*²⁸. Il ne serait ainsi pas impossible que le Nigeria s'endette quelque peu afin

26. *The Guardian*, « Cross River Civil Servants Embark On Indefinite Strike », 3 octobre 2015.

27. Entretien, Abuja, septembre 2015.

28. Plus d'informations sur : <www.tradingeconomics.com>.

de passer ce moment difficile en attendant que les cours du brut remontent et que les fonds volés (des dizaines de milliards de dollars) réintègrent les caisses de la fédération.

La réforme du secteur pétrolier

Le financement des réformes et de l'État passera également par la relance du secteur pétrolier. Après les nominations à la tête de l'appareil militaire et du renseignement, le président a effectué fin août des changements significatifs à la tête de la société nationale, la *Nigerian National Petroleum Company*²⁹ (NNPC). Tous les profils des nouveaux dirigeants ont été scrutés à la loupe par les conseillers de Muhammadu Buhari afin d'éviter toute polémique sur leur probité. Le nouveau directeur général du groupe NNPC, Emmanuel Kachikwu a un parcours flatteur. Ancien vice-président d'ExxonMobil Africa, il a conseillé le groupe pendant près de vingt ans, en tant qu'avocat et spécialiste du droit des affaires sur les questions de conformité au droit et de pratiques anti-corruption. Très proche des milieux d'affaires et politiques américains, avec lesquels le président Buhari veut renouer après les multiples brouilles sous la présidence de Goodluck Jonathan, Emmanuel Kachikwu a également l'immense avantage d'être originaire de l'État du Delta dans la région du delta du Niger. Emmanuel Kachikwu devrait occuper une double fonction car il vient d'être nommé secrétaire d'État chargé du pétrole au sein du gouvernement. Tous les directeurs de départements de NNPC ont également été remplacés et de nouvelles figures ont émergé, comme Chidi Momah, ancien directeur exécutif de Total Nigeria (numéro 2 de la filiale) qui aura la charge de revoir tous les contrats en tant que « *Company Secretary & Legal Adviser*³⁰ ». Par ailleurs, afin de faire des économies, le nombre d'administrateurs est passé de huit à quatre et les directeurs ne sont plus que 83 au lieu de 122. Le président a également remplacé les dirigeants des autres institutions pétrolières nationales. C'est le cas à la *Pipelines and Product Marketing Co* (PPMC) qui octroie les licences d'importations d'essence et où la corruption a explosé ces cinq dernières années, mais aussi au sein de la filiale de NNPC, *Nigerian Petroleum Development Co* (NPDC), ainsi qu'à la *National Petroleum Investment Management Services* (Napims) où Jonathan Okehs, très proche de Goodluck Jonathan, a été écarté.

Ce renouvellement des cadres du secteur pétrolier public est le premier acte des multiples réformes auxquelles le président va devoir s'atteler dans les hydrocarbures. La première d'entre elles concerne le secteur du *trading* dans lequel les abus ont été légions.

29. *Africa Energy Intelligence*, « NIGERIA : Une nouvelle équipe pétrolière de combat », n° 752, 1^{er} septembre 2015.

30. Cette formule pourrait se traduire en français par « directeur juridique ».

Les conditions des contrats *swap* qui permettaient à quelques dirigeants de sociétés proches de la ministre Diezani Alisson-Madueke (Aiteo, Taleveras, Ontario, Sahara Energy et Trafigura) d'obtenir des cargaisons de la NNPC, jusqu'à 90 000 barils par jour en échange de volumes équivalents de produits pétroliers, sont actuellement étudiées. L'*Economic and Financial Crimes Commission* (EFCC) a déjà lancé des procédures sur les contrats *swap*, contrats qui ont d'ailleurs été annulés quelques jours après la prise de fonction de Muhammadu Buhari³¹. Le nouveau régime espère que l'actuelle rénovation des raffineries nigérianes (Kaduna, Port Harcourt, Warri) permettra de répondre à la demande nationale d'essence, environ 250 000 b/j pour une production aux alentours de 2 millions de b/j. La capacité installée de ces raffineries est de 445 000 b/j mais elles n'ont jamais fonctionné convenablement, le lobby des traders ayant toujours réussi à convaincre les gouvernements successifs de faire échouer les projets de rénovations afin de ne pas nuire à leur « business » d'importation d'essence.

De même, les conditions de vente des participations de Shell sur ses gisements en *onshore* et *offshore* peu profonds, devraient être scrutées de près par le nouveau pouvoir. D'éventuelles annulations sont très probables dans les prochains mois, avant l'organisation de nouveaux appels d'offres plus transparents. Enfin, l'un des autres défis de cette administration dans le secteur pétrolier est le financement des participations de la NNPC dans les *joint-ventures* avec les *majors* (Shell, Total, Eni, Chevron et Exxon). La NNPC ne paie jamais à temps sa part (entre 55 et 60 %) pour le développement des gisements, ce qui empêche aux projets de se développer. Les *majors* sont alors contraintes de prêter de l'argent à la NNPC en espérant récupérer les fonds lors de la mise en production. Cependant, la plupart des sociétés ont des arriérés de plusieurs milliards de dollars avec la NNPC, ce qui inhibe le développement de nouveaux projets... ou annule parfois les projets existants. Cette situation où la société étatique prend en otage sa propre industrie, ne parvenant pas à mettre de côté une partie de ses revenus pétroliers pour ses propres investissements, n'est pas tenable à long terme car cela empêche, ou du moins retarde, les investissements des *majors* qui préfèrent investir ailleurs qu'au Nigeria. Lors du mandat de Goodluck Jonathan, certaines sociétés de taille significative ont quitté le pays, c'est le cas de *ConocoPhillips* qui a vendu ses actifs à une firme locale (Oando) pour 1,65 milliard de dollars. Si le souhait de la compagnie indépendante américaine était d'investir davantage aux États-Unis dans le pétrole de schiste, il est aussi évident que le climat nigérian a largement contribué à cette décision.

31. *Africa Energy Intelligence*, « NIGERIA : Annulation des contrats *swap* : les perdants et les gagnants », 1^{er} septembre 2015, n° 752.

Le secteur pétrolier est tellement central pour le Nigeria que le président Muhammadu Buhari a décidé de gérer lui-même ce portefeuille ministériel au moins la première année afin de mener à bien les réformes structurelles qu'il estime prioritaires (NNPC, organisation des appels d'offres, poursuites judiciaires des profiteurs du système précédent, etc.).

Conclusion

Le mandat de Goodluck Jonathan ne peut se résumer à ses seuls échecs. Des réussites significatives ont été enregistrées concernant la qualité du processus électoral, la lutte contre Ebola, la stratégie agricole ou encore le sérieux budgétaire. Cependant, la gestion du problème Boko Haram par son administration et de nombreux scandales de corruption ont totalement terni son bilan. Beaucoup de nos interlocuteurs à Abuja ont souligné le fait que Goodluck Jonathan était très influençable, qu'il n'arrivait pas à se faire respecter et qu'il se faisait manipuler par un certain nombre de ministres comme celle des Ressources pétrolières. Goodluck Jonathan n'a pas non plus réussi à s'entourer de personnes de confiance qui maîtrisaient les dossiers et lui auraient permis de réussir sur davantage de fronts. La communication, comme beaucoup d'autres domaines, a été constamment improvisée et les citoyens nigériens, habitués à des chefs forts (Sani Abacha, Olusegun Obasanjo, etc.) n'ont clairement pas voulu poursuivre l'aventure. Cette présidence a été une sorte « d'accident de l'histoire », Goodluck Jonathan est arrivé à ce poste par un concours de circonstances et sa défaite a été un soulagement pour lui, mais probablement pas pour son entourage et encore moins pour son épouse, Patience Jonathan³² qui l'a fortement poussé à se représenter³³.

Les conditions de l'arrivée à la présidence de Muhammadu Buhari sont particulières. Il est dépeint comme le contraire de Goodluck Jonathan : incorruptible, peu intéressé par l'argent, compétent sur les questions de sécurité, capable de se faire respecter par l'armée et entouré de bons technocrates. Toutefois, l'homme providentiel qu'il peut représenter doit encore convaincre. Avec 16,9 % des citoyens en âge de voter qui l'ont soutenu au dernier scrutin, on ne peut pas parler de plébiscite. Muhammadu Buhari a été salué par les grands pays occidentaux car il représente l'exact opposé de Goodluck Jonathan mais sa victoire témoigne des difficultés de renouvellement du personnel politique nigérien. À 72 ans, cet ancien dictateur militaire a un profil peu attractif pour les jeunes nigériens et il a essuyé trois échecs à la présidentielle depuis le retour de la démocratie avant de se faire finalement élire.

32. Cela m'a été confirmé par des cadres de la présidence ainsi que par des diplomates qui ont rencontré le président après sa défaite.

33. Selon des conseillers à la présidence rencontrés à Abuja, septembre 2015.

Par ailleurs, Muhammadu Buhari n'a évidemment pas que des amis au Nigeria. Le PDP tire à boulets rouges sur sa lenteur et son prétendu manque de vision économique. Il aura mis quatre mois avant d'envoyer la liste des ministrables au Sénat. Cependant, ce président a le mérite de la clarté à ce sujet. Il a toujours dit qu'il ferait d'abord un audit général de la situation avant de décider des nominations. Il a de plus souhaité que tous les candidats à ces postes aient un parcours irréprochable afin de pouvoir mener à bien leur mission et l'étude des profils prend du temps³⁴. Pour finir, il a compris qu'au Nigeria les ministres ne sont pas l'essentiel de l'appareil d'État. Il faut de bons technocrates, de bons conseillers et des cadres loyaux. Ainsi, il a mis à la tête des forces de défense et de sécurité, à la NNPC ainsi que dans les autres administrations, des technocrates et des professionnels qui ont fait leurs preuves dans leurs fonctions antérieures. Évidemment, des critiques ont déjà émergé au sujet de la trop grande concentration de nordistes à des postes à haute responsabilité. Muhammadu Buhari se défend de tout biais géographique ou ethnique en termes de nominations en affirmant qu'il travaille avec les personnes dont il est proche. Il devra toutefois veiller à prendre davantage en compte cette dimension géo-ethnique si importante au Nigeria et veiller à ce que, en lançant des procédures judiciaires, ses soutiens ne se retournent pas contre lui, ce qui pourrait conduire à paralyser ses réformes à l'Assemblée nationale et au Sénat.

34. La liste des ministres a été finalement rendue publique le 11 novembre après un très long processus de sélection par le président Muhammadu Buhari, suivie de plusieurs semaines d'auditions au Sénat nigérian. Tout comme pour les nominations précédentes, les profils sont bien davantage technocrates que politiques. Plusieurs poids lourds et anciens gouverneurs font leur entrée comme Rotimi Amaechi (ancien gouverneur de Rivers) qui gèrera le portefeuille des transports, Babatunde Fashola (ancien gouverneur de Lagos) qui sera en charge de l'électricité, du logement et des travaux ou encore Kayode Fayemi (ancien gouverneur d'Ekiti), nouveau ministre des Mines. Pour les finances, c'est l'ex-banquière d'affaires et ministre des Finances de l'État d'Ogun, Kemi Adeosun, qui prend les rênes d'un des secteurs les plus sensibles dans cette période de cours assez bas du brut.